Paulin Ismard, *La Cité et ses esclaves. Institution, fiction, expérience*

Claire Cécile Mitatre

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/lhomme/38366>

DOI : 10.4000/lhomme.38366

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 16 décembre 2020

Pagination : 227-229

ISBN : 9782713228568

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Claire Cécile Mitatre, « Paulin Ismard, *La Cité et ses esclaves. Institution, fiction, expérience* », *L'Homme* [En ligne], 236 | 2020, mis en ligne le 16 décembre 2020, consulté le 03 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/38366> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.38366>

pratique, tout comme celle de la guerre elle-même au sein de laquelle elle s'inscrit, est généralement considérée comme incompatible avec des sociétés de chasse-cueillette nomades. Pourtant, bien des exemples ethnographiques prouvent le contraire. La guerre, pour commencer, est un phénomène relativement banal dans de telles sociétés, ainsi que le montre, par exemple, le cas des Aborigènes australiens. Pour sa part, la prise de trophée, quoique plus rare, n'en a pas moins été observée. C'est vrai, en particulier, en Amérique du Sud, dans la région du Chaco, où plusieurs peuples belliqueux se livraient traditionnellement à des raids, célébrant leurs victoires par des fêtes au cours desquelles on buvait dans des récipients faits des crânes des ennemis. Ce parallèle ethnographique est d'autant plus saisissant que les descriptions des observateurs coïncident avec les traces archéologiques retrouvées dans la grotte du Placard, tant en ce qui concerne la surreprésentation des têtes dans les ossements que le traitement des crânes et la manière dont ils étaient abandonnés après usage.

De ce qui précède, deux conclusions un peu différentes peuvent être envisagées. Selon la première, que l'on pourrait dire minimale, et qui est celle explicitement défendue par les auteurs, les éléments présentés démontrent que l'hypothèse d'une guerre ne doit en aucun cas être écartée.

Cette proposition, à elle seule, suffit à jeter une imposante pierre dans le jardin de préhistoriens qui tendent bien souvent à considérer que la guerre n'est pas apparue avant le Néolithique – voire plus tard. On discerne cependant que les arguments présentés plaident, au moins implicitement, en faveur d'une seconde interprétation plus audacieuse : la guerre ne serait pas seulement une possibilité, mais elle serait l'hypothèse la plus probable. Quelques incertitudes (dont la question irrésolue de la temporalité des dépôts, ou le choix de la comparaison avec les sociétés du Chaco, à l'histoire tumultueuse et sur lesquelles planent quelques zones d'ombre) empêchent le lecteur – et, sans doute, les auteurs – de l'assumer pleinement. La lecture du livre laisse néanmoins le sentiment que les éléments présentés sont suffisamment concordants pour aller au-delà de l'interprétation minimale et qu'ils constituent, à défaut d'une preuve définitive, un fort faisceau de présomptions.

On a coutume de dire qu'aucun indice archéologique n'atteste l'existence de guerres au Paléolithique supérieur. Il faut désormais envisager sérieusement que, quoique ténus, certains sont bel et bien sous nos yeux mais que, faute d'une approche adéquate, nous n'avions pas su les voir.

Christophe Darmangeat

Paulin Ismard

La Cité et ses esclaves. Institution, fiction, expérience
Paris, Le Seuil, 2019, 378 p., bibl. (« L'Univers historique »).

TANDIS QUE de nombreuses recherches récentes sur l'esclavage mettent au premier plan les formes d'agentivité servile, l'ouvrage de Paulin Ismard est une invitation à ne pas tirer un trait définitif sur les approches de l'esclavage en termes d'institution. Son nouveau livre sur l'Athènes classique n'a ainsi pas pour sujet des esclaves acteurs de leur propre histoire, mais l'ensemble des règles et des dispositifs qui ont organisé, au sein de cette cité

antique, la reproduction de la domination esclavagiste. À partir de l'exemple athénien, il rappelle avec force que l'esclavage est avant tout *ce qui ne se négocie pas* : une hégémonie radicale caractérisée par la négation juridique de l'esclave en tant que personne.

C'est en nous plongeant au cœur des textes de lois, en tant qu'actes de production des faits sociaux, que Paulin Ismard parvient à nous faire saisir la centralité de

l'institution esclavagiste au sein de la démocratie athénienne. La belle cité grecque, parangon démocratique jalonné de gymnases et d'agoras, était largement peuplée de femmes et d'hommes ayant été réduits à l'état d'esclaves-marchandises (de 30 % à 50 % de la population athénienne), ombres omniprésentes, partageant les mêmes lieux que les citoyens athéniens, jusque dans leurs sphères les plus intimes. La parole démocratique grecque n'a pu se développer que dans un monde constitué, pour une large part, d'hommes et de femmes réduits au silence.

Certes, dans l'espace judiciaire athénien, la parole sortant du corps d'un esclave pouvait être prise en considération, mais seulement à la condition que celui-ci soit soumis à la torture. Par cette pratique terrifiante, que les textes anciens nomment le *basanos*, ce n'était alors pas l'esclave qui était censé s'exprimer, mais une vérité désincarnée, incontestable. Un pouvoir de véridiction exceptionnel, supérieur à la parole des hommes libres, était en effet attribué à cette parole émanant d'un corps d'esclave ayant fini d'être dépersonnifié par la voie de la souffrance. De manière tout à fait convaincante l'auteur en vient alors à rapprocher la voix de l'esclave torturé à celle de l'oracle : il s'agit, dans les deux cas, de réponses à des questions fermées auxquelles il est conféré une véridicité ultime. Cette hypothèse originale laisse augurer de prochains débats comparatistes avec des travaux historiques et anthropologiques concernant d'autres régions du monde et d'autres époques sur le lien récurrent entre esclavage et domaine magico-religieux¹.

Selon Paulin Ismard, toute société esclavagiste est fondée sur un paradoxe consistant à «refuser l'existence, au titre de personnes, à des hommes et des femmes, tout en aménageant une position depuis laquelle leur participation à la vie sociale puisse s'exprimer légalement» (p. 266). Dans l'ensemble des sociétés fondées sur l'exploitation d'esclaves-marchandises, dont fait partie la société athénienne, le paradoxe et la dénégaration auraient atteint un niveau paroxysmique.

C'est ainsi que, même s'ils savaient que l'esclavage était la condition de l'existence de

leur monde, les intellectuels grecs veillaient à éviter de trop dissenter à son propos. Dans la *Politique* d'Aristote, nous dit l'auteur, l'esclavage est présenté comme «ce dont l'exclusion est nécessaire à la définition du politique» (p. 249), et c'est au prix d'un refoulement constant de la question esclavagiste que le politique put être pensé en Grèce antique.

Mais, selon Paulin Ismard, il est cependant possible d'apporter un éclairage sur «le point aveugle que constitue le fait esclavagiste» (p. 251) à Athènes, ainsi que «dans toute pensée de la souveraineté» (*Id.*), en déportant notre attention sur certaines œuvres de fictions mettant en scène «ce que la théorie politique préfère taire» (*Id.*). Après avoir exploré les configurations légales de l'esclavage athénien, c'est donc à la fiction que Paulin Ismard consacre son dernier chapitre, en se fondant sur une œuvre littéraire grecque (*La Constitution des Athéniens* du Pseudo-Xénophon), mais aussi sur deux romans fort éloignés dans l'espace et dans le temps (*Benito Cereno*, de Herman Melville et *La Tragédie du roi Christophe*, d'Aimé Césaire). Ces œuvres décrivent une très grande crainte (voire un fantasme, nous dit l'auteur) du même ordre que celle qui dut traverser silencieusement toute la société athénienne : la hantise des révoltes serviles, de la prise de pouvoir par les esclaves et du dévoilement de la facticité et de la vulnérabilité de toute souveraineté. L'ordre esclavagiste est perpétuellement sous la menace de son renversement.

Les détours par des œuvres de fictions aux cadres historiques et géographiques très

1. On trouve, par exemple, l'analyse de plusieurs cas de sacralisation d'esclaves dans la somme comparative sur l'esclavage d'Orlando Paterson (*Slavery and Social Death. A Comparative Study*, Cambridge-London, Harvard University Press, 1982). Sur le lien entre statut d'esclave et capacité d'entrée en relation avec le monde des génies au Maghreb, on peut se référer à Bertrand Hell (*Le Tourbillon des génies. Au Maroc avec les Gnawa*, Paris, Flammarion, 2002). Sur la valorisation du statut d'esclave comme voie privilégiée d'intercession avec le divin, on peut aussi se référer à Claire Cécile Mitatre («La servitude rituelle des maîtres», *Horizons maghrébins* 60 : 149-158).

éloignés de la Grèce antique proposés dans cet ouvrage sont stimulants et la démarche de l'auteur de recourir à un comparatisme morphologique est pleinement argumentée. Néanmoins, on peut s'étonner de l'absence de référence aux pratiques rituelles d'inversion maîtres-esclaves des cités antiques, et notamment aux Saturnales romaines où les esclaves jouissaient d'une apparente liberté durant le temps circonscrit d'une semaine de festivités. La peur des révoltes serviles et du renversement de l'ordre esclavagiste, dont cherche à rendre compte l'auteur, est certes perceptible dans certaines œuvres de fiction ayant pour cadre Haïti et les Caraïbes, mais ne l'est-elle pas tout autant, au cœur de l'Antiquité même, dans ces pratiques d'inversion parodiques qui devançant, en les jouant, les possibilités de retournement de l'hégémonie?

Si le propos général de l'ouvrage est de souligner la congruence qui exista, en Grèce ancienne, entre émergence de la démocratie et institution esclavagiste, une autre ambition le traverse de part en part : celle d'interroger les relations souterraines qui nouent l'histoire de l'esclavage antique à notre présent. Paulin Ismard n'est certes pas le premier à avoir soulevé la question de la persistance du schème esclavagiste antique jusque dans notre histoire la plus contemporaine, mais il parvient à poser des cadres rigoureux pour y répondre en usant d'une capacité à multiplier les domaines d'étude qui force l'admiration (de la législation appliquée à la robotique jusqu'aux conditions d'apparition du principe de représentation en démocratie). On retiendra ici son argumentation en faveur de l'hypothèse selon laquelle « le droit de l'esclavage gréco-romain a configuré, dans ses dimensions essentielles, la relation de travail en Occident » (p. 119). En prenant appui sur des travaux récents d'historiens du droit et du travail, il insiste sur la permanence des catégories juridiques romaines ayant trait à l'esclavage jusqu'au cœur du contrat de travail moderne. En effet, en distinguant différentes formes de « louage d'esclaves », le droit romain a donné le jour aux catégories de « louage d'ouvrage » (le résultat du travail

fait l'objet de la transaction) et de « louage de services » (c'est la force de travail, détachée de la personne vivante du travailleur, qui est louée). C'est cette dernière catégorie qui imprima sa forme au contrat de travail tel qu'il fut proposé par les juristes à la fin du XIX^e siècle, et qui fit perdurer jusqu'à nous « le noyau dogmatique de la relation entre un maître et son esclave » (*Id.*). La notion de *property in the person*, telle que définie par John Locke (cité p. 129), indissociable de l'émergence du sujet politique moderne occidental, contient de même cette empreinte de la relation esclavagiste, dans la mesure où l'homme libre n'est, en définitive, que « le maître ou le propriétaire de cet autre lui-même dont il loue le travail » (p. 131), en abandonnant temporairement « toute forme de maîtrise sur le travailleur qu'il est de surcroît » (*Id.*). L'organisation du travail au sein de l'entreprise (cadence, surveillance...) est alors à l'entière appréciation de l'employeur, en échange de compensations salariales et redistributives. Tandis que tout au long du XX^e siècle, la gauche européenne fut dominée par cette « culture de la compensation », impliquant que l'individu ne puisse s'émanciper qu'en dehors de son lieu de travail, une autre gauche, historiquement minoritaire, conserva le projet de transformer le lieu même du travail en vecteur d'émancipation individuelle et collective. « Si notre hypothèse se révèle exacte » conclut l'auteur, « cet idéal consiste bien, en définitive, en l'abolition du schème esclavagiste qui, depuis l'Antiquité, n'a jamais cessé d'être dogmatiquement à l'arrière-plan du contrat de travail » (p. 132). Combinant la liberté de ton de l'essai à la rigueur de l'enquête scientifique, cet ouvrage fort suggestif est aussi un outil pour repenser notre présent politique. Il passionnera un large panel de lecteurs, chercheurs et non-spécialistes, et rappellera aux anthropologues combien l'étude du « lieu dogmatique du droit » continue d'être une voie d'accès incontournable à la compréhension des sociétés esclavagistes.

Claire Cécile Mitatre